

Min Zhu, Conseiller spécial



Min Zhu est Conseiller spécial auprès du Directeur général du FMI. Il occupait avant cela le poste de Vice-Gouverneur de la Banque populaire de Chine, après avoir été pendant plus de dix ans cadre de direction à la Banque de Chine, où il a acquis une solide expérience des activités bancaires commerciales.

Dezhi Ma, du Département des relations extérieures du FMI, s'est entretenu avec Zhu peu après son arrivée au FMI sur la place de l'Asie dans le nouvel ordre mondial, l'économie mondiale en général et les relations du FMI avec la région largement considérée comme le moteur qui sortira le monde de la crise.

L'Asie et l'économie mondiale

F&D : *Quel est selon vous l'avenir de l'Asie dans l'économie mondiale?*

Zhu : Il est clair que l'Asie prend une place de plus en plus importante dans l'économie mondiale. En 2009, la croissance du PIB des États-Unis a été de -2,4 %, celle de l'Europe de -4,8 % tandis qu'elle était de 7,3 % en Inde et de 8,7 % en Chine. Le foyer de croissance se déplace de l'Occident vers l'Asie, en particulier vers les pays émergents de la région. Je pense que ce schéma va se maintenir pendant au moins les cinq années à venir, ce qui va modifier toute la structure de l'économie mondiale.

Un autre changement important pour l'Asie concerne son rôle dans le commerce mondial. Comme la crise a commencé dans les pays avancés, les flux commerciaux de l'Asie vers ces pays ont considérablement diminué. Face à cette situation, les pays de la région ont resserré encore leurs liens commerciaux. À l'avenir, je pense que les flux commerciaux entre pays en développement et pays émergents vont s'intensifier, les pays émergents d'Asie devenant la clé de voûte d'une nouvelle structure du commerce mondial.

En raison de la vigueur de la croissance des pays émergents d'Asie et du manque de dynamisme des pays avancés, la reprise se fait à des niveaux et à des rythmes différents. De plus, la situation financière des premiers était bien plus solide tandis que les seconds étaient aux prises avec des difficultés budgétaires. On peut donc s'attendre à une nouvelle répartition des actifs mondiaux, l'Asie attirant davantage de capital.

Si l'on conjugue tous ces éléments, l'Asie se rapprochera du centre de l'économie mondiale de demain.

F&D : *Vous semblez plutôt optimiste. Voyez-vous de grosses difficultés pour la région, du point de vue de la politique économique à suivre?*

Zhu : Je suis optimiste quant à l'avenir et aux perspectives de croissance de l'Asie. Mais cela ne veut pas dire que tout va pour le mieux en Asie. La région a de grosses difficultés à surmonter. La crise récente montre que l'Asie n'est pas isolée : elle fait vraiment partie de l'économie et de la finance mondiales. En témoignent la contraction des échanges commerciaux au premier trimestre 2009 et la fuite des capitaux au quatrième trimestre 2008. Cela montre que la région a encore beaucoup de chemin à parcourir.

Premièrement, l'Asie doit repenser son modèle de croissance. Elle est encore trop tributaire des exportations. Il faut passer à un modèle fondé sur la consommation intérieure afin de pérenniser et de mieux équilibrer la croissance.

Deuxièmement, il faut s'attaquer à la réforme du secteur financier. La crise nous a appris qu'un secteur financier solide, chose qui n'existe pas encore en Asie, joue un rôle très important dans la gestion macroéconomique. Par exemple, l'Asie n'a pas de marché obligataire diversifié, ce qui est pourtant indispensable pour le financement à long terme. L'Asie y travaille depuis des années, mais il reste beaucoup à faire.

Troisièmement, l'Asie doit apprendre à gérer les flux de capitaux mondiaux. L'afflux de capitaux vers les pays émergents d'Asie a posé de grosses difficultés à la région, en particulier en 2010, et en posera pendant les prochaines années. Les économies asiatiques doivent traiter cette question avec le plus grand soin et concevoir des politiques adaptées pour trouver des solutions durables.

du Directeur général

Je dirais donc que, oui, d'un côté je suis optimiste quant aux perspectives de croissance de l'Asie, mais que, d'un autre côté, la région doit affronter beaucoup de défis.

La crise

F&D : Compte tenu de votre expérience du secteur privé et en tant que décideur, vous avez certainement une vision particulière de la crise financière mondiale. Qu'est-ce qui vous frappe le plus?

Zhu : Mon expérience du secteur privé m'a appris qu'un bon gouvernement d'entreprise est très important. Toute société, surtout une société financière, doit être transparente. Elle doit être dotée de bons systèmes de gestion des risques. En particulier, elle doit se fixer des buts à long terme plutôt que des objectifs à court terme axés uniquement sur la chasse au profit. Les opérateurs du secteur financier notamment ont une réelle responsabilité à l'égard de la société toute entière.

Du point de vue du décideur, il faut préserver l'équilibre entre l'économie réelle et le secteur financier. Ce qui s'est passé à la fin de 2007 était dû au fait que le secteur financier était trop grand et qu'il servait ses propres intérêts, et non ceux de l'économie réelle, et c'est là la véritable cause de la crise financière.

Sur le plan macroéconomique, je dirais que la prudence s'impose désormais à tous les gouvernements. Dans toutes les crises, il y a surabondance de liquidité. La grande leçon à tirer est qu'il faut mener une politique macroéconomique anticyclique et prudente pour éviter que ce type de crise ne se reproduise.

Les déséquilibres mondiaux

F&D : Comment les pays doivent-ils collaborer pour résoudre le problème des déséquilibres mondiaux?

Zhu : C'est un dossier difficile. Depuis longtemps déjà, l'économie mondiale souffre de déséquilibres. Ils prennent de nombreuses formes : par exemple, le déséquilibre des transactions courantes entre les pays émergents d'Asie et les pays avancés, et entre les pays exportateurs de pétrole et les pays avancés. Il y a vraiment problème lorsque ces déséquilibres deviennent trop prononcés, concentrés et persistants. Depuis cinq ans, quelques pays sont toujours excédentaires et quelques autres pays toujours déficitaires. Il y a vingt ans, les cinq premiers pays déficitaires représentaient 22 % du total mondial des déficits commerciaux. Aujourd'hui, la proportion est de 76 %. Il y a donc une grande concentration. Et c'est préoccupant.

Naturellement, tous ces problèmes appellent une coopération à l'échelle mondiale : les pays déficitaires doivent consommer moins et épargner davantage, afin d'importer moins, et ils devraient encourager les exportations. Les pays excédentaires doivent consommer plus, exporter moins et importer davantage.

Mais si l'on considère la situation globale en matière de déséquilibres, se posent alors des questions de complémentarité. Le monde d'aujourd'hui est marqué par un développement inégal. Chaque pays est différent, par son stade de développement, ses atouts particuliers, l'organisation de sa production... Par exemple, il y a un écart entre la plupart des pays avancés, qui sont axés sur les services, et les pays émergents, dominés par la production manufacturière. Cet écart correspond en partie à la division du travail. On le retrouve dans les déséquilibres persistants et concentrés dont souffre l'économie mondiale. C'est en jouant sur ces deux aspects, rééquilibrage et complémentarité, que l'on pourra rendre l'économie mondiale plus productive et plus viable, et le FMI devrait jouer un rôle central à cet égard. ■

Le FMI en Asie

F&D : À vos yeux, quel doit être le rôle du FMI en Asie?

Zhu : L'Asie joue un rôle important au FMI et le FMI joue aussi un rôle important en Asie. Je trouve que les deux collaborent étroitement et très bien. Le FMI a un triple rôle à jouer en Asie :

- **Surveillance :** Par le biais des consultations au titre de l'article IV avec les pays et du Programme d'évaluation du secteur financier. La surveillance permet d'évaluer la situation économique et financière d'un pays, de conseiller son gouvernement et de l'aider à développer son potentiel de croissance. Dans certains cas, nous apportons aussi de la liquidité en tant que prêteur de dernier recours.

- **Renforcement des capacités :** Les pays asiatiques sont hétérogènes et ont des besoins très différents. Le FMI apporte une assistance technique dans divers domaines (gestion macroéconomique prudente, élaboration de modèles de croissance, rééquilibrage structurel, politique fiscale) pour aider les autorités face aux défis redoutables qu'elles ont à affronter.

- **Formation :** Le FMI dispose de centres de formation en Chine, en Inde, en Malaisie et à Singapour, et offre de nombreux cours aux décideurs de la région pour aider les pays à accroître leurs capacités.

Le FMI possède une grande expertise en ce qui concerne la situation économique mondiale et le secteur financier. Il publie les

Perspectives de l'économie mondiale, le Rapport sur la stabilité financière dans le monde, le Rapport sur les perspectives économiques régionales consacré à la région Asie et Pacifique, et de nombreuses autres études. Cela aide les économies de la région à mieux comprendre le reste du monde et à s'intégrer au processus d'élaboration de la politique économique. Mais le FMI peut faire bien davantage dans la région. Il doit donc approfondir ses recherches sur l'Asie de manière à resserrer ses liens avec elle.

F&D : À votre avis, comment le rôle accru de l'Asie et de la Chine dans l'économie mondiale devrait-il être pris en compte au FMI?

Zhu : On pense bien sûr à la réforme des quotes-parts et de la représentation actuellement en cours pour tenir compte du rôle croissant de l'Asie et de la Chine. Il est certes légitime de donner à la Chine et à l'Asie une plus grande place au sein de l'institution. Mais il est plus important que le FMI comprenne mieux l'Asie et la Chine et fasse profiter le reste du monde de leur expérience.

Comment expliquer la réussite de l'Asie? Elle a sa propre expérience et son propre parcours. Le FMI serait dans son rôle en faisant profiter de cette expérience les autres pays émergents et, peut-être, les pays avancés aussi. En outre, il peut et devrait amener l'Asie et la Chine à participer pleinement au processus de formation de la politique économique à l'échelle mondiale.